



Déclaration préliminaire au CDEN du 14 avril 2011 des délégués du personnel de l'UNSA Éducation, de la FSU et des représentants de parents de la FCPE

Nous avons voulu signifier notre désapprobation face à la carte scolaire, en refusant de siéger au CDEN du 8 avril dernier. Aujourd'hui fort du soutien d'une large majorité d'élus et de maires de toutes les communes de Creuse, nous réaffirmons cette opposition.

Dans le premier degré, la rentrée sera marquée par une perte de 13 postes $\frac{1}{2}$ pour notre département.

Tous les secteurs seront touchés : en tout premier lieu, des classes seront fermées et les effectifs des classes restantes seront augmentés, entraînant une dégradation des conditions d'enseignement.

Dans l'apprentissage des langues, c'est la quasi disparition des intervenants BM et des assistants étrangers, au moment où le ministre annonce un plan spécifique dès la maternelle.

En Creuse la suppression de plusieurs intervenants TICE est envisagée, elle affectera l'aide apportée aux collègues pour le fonctionnement de leurs équipements et sa maintenance.

La scolarisation des enfants de 2 ans est chaque fois remise en cause. Nous déplorons qu'elle serve de variable d'ajustement.

Des postes d'enseignants spécialisés seront supprimés, enlevant des moyens précieux d'aide aux élèves en difficulté et aux enseignants et créant de fait de zones non couvertes.

Quant aux difficultés de remplacement, qui ont marqué les mois de janvier et de février, **et qui touchent aujourd'hui encore de nombreuses écoles**, nous doutons que la modification du service des EMALA puisse résoudre la crise !

Dans de nombreux départements, les postes de conseillers pédagogiques de circonscriptions sont menacés alors que la réforme de la formation des enseignants rend leur présence indispensable auprès des stagiaires désorientés.

Dans le second degré, 19 postes et $\frac{1}{2}$ sont supprimés.

Mais, malgré quelques créations ou transformations, c'est bien 10 postes et $\frac{1}{2}$ qui disparaissent dans les collèges du département, avec augmentation des effectifs par classe dans beaucoup de sections alors que le nombre d'élèves est en hausse.

Même constat dans les lycées, avec 10 suppressions, entraînant méthodiquement l'alourdissement des effectifs et la dégradation des conditions d'étude.

4 postes sont supprimés dans les lycées d'enseignement professionnel, avec de nouvelles disparitions de filières qui obligeront les jeunes creusois à s'inscrire dans un établissement loin de chez eux pour suivre la formation qu'ils souhaitent ou à changer d'orientation.

.../...

Enfin, les disparitions de moyens d'enseignement sont aggravées par la suppression de 12 postes d'assistants d'éducation, ce qui rendra plus difficile la lutte contre la violence et les incivilités dans les établissements secondaires.

Nous déplorons la logique du ministère qui consiste à donner pour objectifs aux recteurs et aux IA de rationaliser les coûts, au prix de la dégradation des conditions de travail des élèves et des enseignants. Nous affirmons qu'elle va à l'encontre de toutes les avancées obtenues ces dernières décennies. C'est bien l'École Publique, fondement de la République, qui est attaquée et empêchée de faire son travail.

Pour la FSU, l'UNSA Éducation et la FCPE ce n'est pas acceptable.

Gageons que, suite aux prises de position de l'Association des Maires et Adjoints de la Creuse, des personnels et des usagers, Monsieur le Préfet, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, vous vous êtes conjointement tournés vers le rectorat et le ministère pour obtenir les dotations demandées, afin de ne pas poursuivre le démantèlement engagé du Service Public et Laïque de l'Éducation Nationale. Nous attendons de ce CDEN qu'il réponde enfin à nos exigences.